

Contenus

I.CONTEXTE	3
II.METHODOLOGIE.....	3
III.DEMOGRAPHIE	4
IV.BESOINS HUMANITAIRES ET VULNERABILITES	5
i. Infrastructures clés : marché.....	5
ii. Abris	6
iii. Santé	6
iv. Education	7
v. SECURITE ALIMENTAIRE ET MOYENS DE SUBSISTANCE	8
vi. Articles ménagers essentiels (AME)	9
vii. Eau, hygiène, assainissement.....	9
V.REDEVABILITE	11
VI.ACCESSIBILITE.....	11
i. Accessibilité physique	11
ii. Accessibilité sécuritaire	12
VII.ACTIVITES TRANSVERSESES	12

I.CONTEXTE

Les affrontements répétitifs entre le M23 et les groupes armés d'autodéfense ont été enregistrés depuis juillet 2024 dans les localités de Bibwe, Nyange, Mulinde, Nyange et Kahira en groupement de Bashali Mukoto, chefferie des Bashali dans le territoire de Masisi. Ces affrontements accompagnés des violations de droits humains ont occasionnés des mouvements forcés de populations dans la même chefferie de Bashali.

Ainsi, en réponse à l'alerte EH5427 publiée par OCHA en date du 23 août 2024, l'équipe Veille Humanitaire HEKS/EPER a organisé, du 28 au 30 août 2024, une Rapide Initial Assessment (RIA) dans les aires de santé de Kirumbu et Mpati dans la zone de santé de Mweso en groupement de Bashali Mukoto, chefferie des Bashali dans territoire de Masisi pour identifier rapidement les besoins des ménages affectés par les déplacements et mener une étude de marché afin de mettre à la disposition de la communauté humanitaire des données à même d'orienter la prise de décision en vue d'une réponse.

Les deux aires de santé de Kirumbu et Mpati accueillent 1 121 ménages déplacés y arrivés en juillet et août 2024.

Pour plus d'informations, merci de contacter :

VALERIE VAN ZUTPHEN, Coordinatrice des programmes, valerie.vanzutphen@heks-eper.org , **+243 827 303 214**

BABOU GNANAASSY Guel, Rapid Response Program Manager, babou-gnanaassy.guel@heks-eper.org
+243 812 939 526 / +243 849 927 634

II.METHODOLOGIE

Pour conduire cette RIA, l'équipe d'évaluation s'est servi de 3 techniques de collecte de données notamment :

- Des groupes de discussion de communautaire : 09 groupes de discussion de communautaire ont été organisé à raison de 3 groupes par village et désagrégé par statut

(déplacés, communautés hôtes et des groupes uniquement de femmes). 111 personnes dont 69 femmes ont participé à ces groupes de discussion.

- Des entretiens directs : des entretiens ont été fait avec 14 informateurs clés dont 03 autorités locales/gouvernementales, 2 représentants de mouvements de populations, 3 professionnels de santé, 3 professionnels de d'éducation et 3 membres de comités de gestion de points d'eau.
- Des observations libres ont été faites au niveau des infrastructures communautaires de base (22 écoles , 49 points d'eau et 1 marché) et dans les ménages déplacés comme familles d'accueil.

III.DEMOGRAPHIE

Villages	Aires de santé	Ménages CH	Ménages Retournés	Ménages Déplacés	Total Mén Dépl et Retournés	Pression Démo
KALENGERA	KIRUMBU	1 541	50	315	365	24%
KIRUMBU	KIRUMBU	2 233	146	440	586	26%
MPATI	MPATI	2 419	0	366	366	15%
Total		6 193	196	1 121	1 317	21%

Les villages de Kalengera, Kirumbu et Mpati ont accueillis 1 121 nouveaux ménages déplacés durant la période juillet-août 2024. Ces déplacés viennent des localités situées dans le groupement de Bashali Mukoto (chefferie Bashali) :

- Lwama (villages de Chogero, Rwankeri, Lwama, Mitima, etc.)
- Nyange (villages de Nyange, Goriba, etc.)
- Kahira (villages de Murambi, Buhimba, Kamatembe, Kasura, Tambi, etc.)
- Mulinde (villages de Rungu, Chanzagwe, Mihimba, etc.)

Ils fuient les affrontements récurrents entre groupes armés et les violations des droits humains (pillages, viols, extorsions des biens.). Ils sont logés en majorité en familles d'accueil, dans 2 sites

spontanés de Mpati et Kalengera. Une minorité est logée dans des maisons en location principalement à Kirumbu.

À ces nouveaux déplacés s'ajoutent à 977 anciens ménages déplacés de 6 mois à 10 ans qui sont hébergés dans les sites de Mpati et Kalengera. Ils n'ont pas non plus bénéficié d'une assistance individuelle depuis plus de 4 ans.

IV. BESOINS HUMANITAIRES ET VULNERABILITES

Les déplacés comme les communautés hôtes ont des besoins multisectoriels. L'accès limité aux champs dans les villages de provenance situés à moins de 30 km, le pillage des vivres et des articles ménages essentiels par des éléments des groupes armés, la baisse des prix de denrées agricoles locales et la hausse des produits importés dans les zones d'accueil augmentent la vulnérabilité des populations. Les infrastructures de base (points d'eau et écoles) sont aussi endommagées.

Les besoins prioritaires ressortis dans les groupes de discussion, l'entretien avec les informateurs clés mais aussi l'observation sont : **EHA, Nourriture, AME et Education.**

Certaines catégories des populations ont besoin d'une assistance spécifique :

- Les femmes et filles présentent un besoin de kits d'hygiène intime. A Mpati, les femmes plaident pour la réponse aux violences physiques
- Les enfants ont besoin de reprendre l'école et d'être protégé contre les mariages précoces et leur enrôlement dans des groupes armés non étatiques suite à la suspension des cours
- A Mpati, les personnes en situation de handicap physique présentent des besoins en articles leur permettant d'être mobiles.

i. Infrastructures clés : marché

Les 3 villages évalués sont desservis par le marché de Kirumbu, un marché important dans la zone, qui se tient chaque lundi et par le marché secondaire de Mpati qui se tient le vendredi. Les commerçants sont approvisionnés en produits importés à partir de la cité de Kitshanga et de la ville de Goma. Les

vivres produits localement (haricots, taro, manioc et patate douce) sont disponibles sur le marché en quantité suffisante.

ii. Abris

Les ménages déplacés vivent dans une promiscuité même si une minorité (moins de 25%) dorment dans une seule chambre. A Kirumbu, un peu moins de la moitié des déplacés prennent en location une chambrette et préparent la nourriture à ciel ouvert. A Mpati, les nouveaux déplacés éprouvent des difficultés à ériger des abris dans le site de déplacés par manque de matériaux de construction (sticks d'arbre et pailles) suite aux restrictions de mouvement par des groupes armés dans les zones d'approvisionnement de ces matériaux. Les abris d'urgence en boue des anciens déplacés suintent aussi.

Dans les villages de Kirumbu et Kalengera, 70% de ménages vivent dans les parcelles et maisons leur appartenant, 15% de ménages vivent en familles d'accueil, 10% dans des maisons en location, 5% dans le site spontané de Kalengera. Par contre à Mpati, 60% de ménages vivent dans le site spontané de Mpati, 30% dans les parcelles et maisons leurs appartenant et 10% vivent en familles d'accueil.

A Kirumbu et Kalengera, en moyenne 75% sont des maisons un peu durables, 15% de maisons non-durables délabrées et 10% des abris d'urgence. A Mpati, seulement 35% sont des maisons un peu durables contre 65% des maisons non-durables et des abris d'urgence.

Une assistance en abris est recommandée aux ménages déplacés dans les sites de déplacement de Mpati et Kalengera.

iii. Santé

Trois formations sanitaires dont le centre de santé de référence de Kirumbu, le centre de santé de Mpati et le poste de santé de Kalengera desservent la population en soins de santé. Les 2 premières structures de santé sont respectivement appuyées les organisations ALIMA et MSF en soins de santé primaire.

Le poste de santé Kalengera situé dans l'aire de santé de Kirumbu manque de médicaments et les malades n'ont pas de moyens financiers pour s'en acheter. Ils se dirigent ainsi au centre de santé de

Kirumbu et d'autres à Mpati à 7 Km pour accéder aux soins gratuits exposant les malades (2 cas d'accouchement en cours de route enregistrés au mois d'août 2024).

Le paquet (hospitalisation, les urgences obstétricales, service laboratoire, ...) n'étant pas pris en charge au centre de santé de référence de Kirumbu, les malades doivent payer ces services et n'ont pas les moyens financiers pour honorer ces factures. Le bâtiment de cette formation sanitaire est aussi à réhabiliter. Elle manque aussi de zone de déchets, 3 robinets d'eau en panne sur les 4 et n'a pas non plus des latrines suffisantes. A Mpati, l'appui est total par MSF. Néanmoins les malades se plaignent de manque de moyens de transport en cas de référence vers l'hôpital de Mweso à plus de 40 Km de Mpati.

Un plaidoyer pour l'appui complémentaire au centre de santé de référence de Kirumbu, l'appui au poste de santé de Kalengera est recommandé pour améliorer l'accès complet aux soins aux ménages déplacés et communautés hôtes.

iv. Education

Les écoles n'ont pas été fonctionnelles durant les 2 dernières années scolaires suite aux affrontements à répétition entre groupes armés. Les parents déplacés comme les communautés hôtes ne sont pas préparés à la rentrée scolaire prévue le lundi 2 septembre 2024 en RDC car aucune communication officielle des responsables des écoles n'a été faite. Ces derniers planifient une réunion préparatoire la semaine du 2 au 7 septembre 2024 pour une éventuelle rentrée scolaire au courant de ladite semaine. Les parents n'ont pas de moyens financiers suffisants pour l'achat des fournitures scolaires ni le paiement de frais scolaires au secondaire. **Ainsi, au moins 5 200 enfants, dont 3410 filles, sont attendus au primaire et 881, dont 485 filles, sont attendus au secondaire. C'est en tout 6 081 enfants qui pourraient manquer des kits scolaires par manque de moyens financiers et la faible préparation des parents.**

Les infrastructures de certaines écoles sont endommagées suite à leur occupation par des groupes armés non étatiques durant la guerre, la non-utilisation durant une longue période et le largage de bombes à proximité. 9 des 22 écoles ont été occupées par des groupes armés non étatiques les 6

derniers mois soit 41%. Au moment de ce RIA, 3 écoles sont occupées à Kalengera et Kirumbu. Dans les zones de provenance des déplacés, au moins 10 écoles sont occupées par des groupes armés non étatiques les exposant ainsi aux bombardements lors des affrontements. **Des pupitres ont été utilisés comme bois de chauffe lors de l'occupation par des groupes armés. Sur 170 salles de classes de 22 écoles, au moins 37 salles de classes nécessitent une construction ou réhabilitation soit 22%.**

La suspension de cours durant 2 années scolaires consécutives a eu de conséquences sur la protection des enfants : au moins 38 cas de mariages précoces (concernant des filles âgées de 12 à 17 ans) ont été signalés, en complément des violences sexuelles et exploitations signalées dans la zone. En outre, environ 70 garçons ont été enrôlés dans des groupes armés les 12 derniers mois selon les sources éducatives.

Une assistance en éducation est vivement encouragée (construction/réhabilitation, distribution de kits scolaires).

v. SECURITE ALIMENTAIRE ET MOYENS DE SUBSISTANCE

La majorité des déplacés n'ont pas assez de nourriture. Une minorité sont ceux qui ont un stock d'une semaine de vivres composé uniquement des haricots. Ils ont en moyenne 1 repas par jour et sont obligés de recourir à des stratégies de survie notamment la réduction de la quantité et du nombre de repas, la consommation d'aliments moins préférés, l'emprunt de vivres, le repas aux enfants au détriment des parents. Les communautés hôtes ont un stock de haricots de moins de 2 mois. Les familles d'accueil ne peuvent pas supporter les déplacés pour longtemps suite à l'insuffisance des ressources. La vente de haricots sert à couvrir tous les besoins des ménages.

Selon les participants aux groupes de discussion et les informateurs clés, la nourriture est limitée pour les déplacés. L'insuffisance de nourriture pour les déplacés est due à un accès très limité aux champs dans leurs zones de provenance dû aux restrictions et aux violations de droits humains par des groupes armés qui contrôlent ces villages. Ces derniers se livrent aussi aux pillages de produits vivriers dans les champs. L'accès aux champs est conditionné aussi par le paiement de 20 000 à 60 000FC.

Les produits vivriers locaux (haricots, manioc, patate douce et taro) disponibles en quantité suffisante ont des prix bas sur le marché mais les déplacés n'ont pas de moyens financiers pour s'en acheter. Par contre, les produits manufacturés importés ont haussé de prix.

Pour les communautés hôtes, la principale source d'acquisition de nourriture les 2 dernières semaines est la production personnelle. Les déplacés font des travaux journaliers champêtres. Certains déplacés sont obligés de se rendre dans des zones de provenance s'exposant ainsi à des risques de protection (VBG, enlèvement, arrestations arbitraires, etc.). Entre juin et août 2024, au moins 75 cas de viols ont été signalés (visant des femmes et filles).

Une assistance en vivres aux déplacés et semences maraichères est recommandée dans la zone.

vi. Articles ménagers essentiels (AME)

Les ménages déplacés et les communautés hôtes vulnérables n'ont pas d'articles ménagers suffisants. A Mpati, les nouveaux déplacés dorment sur des feuilles de bananiers et utilisent des pagnes usés comme couverture. Faute de bassine, la casserole est utilisée aussi pour la lessive et l'hygiène personnelle. Certains déplacés cuisinent à tour de rôle faute de casserole.

Lors de leur déplacement, la plupart de personnes déclarent avoir été pillés par des hommes armés. A Kalengera et Mpati, certains ménages hôtes avaient aussi été victimes de pillages lors des affrontements entre belligérants.

Selon les participants aux groupes de discussions, les informateurs clés et de par l'observation, les articles ménagers essentiels nécessaires sont : casseroles, kits de couchage (couverture + matelas) et bidon.

Une distribution des kits AME est recommandée dans la zone.

vii. Eau, hygiène, assainissement

Une insuffisance d'eau est observée dans tous les 3 villages évalués. Les 4 adductions qui alimentent la population en eau sont en panne. Sur les 28 sources, seulement 4 sources sont en bon état soit 14% contre 24 sources endommagées ou non aménagées. Les ménages disposent d'assez d'eau pour boire

et cuisiner mais n'en ont pas assez pour l'hygiène personnelle et d'autres travaux. Des tensions sont signalées aux points d'eau aux heures de pointe. Les principaux problèmes limitant l'accès à l'eau dans les 3 villages évalués sont : le temps d'attente élevé aux points d'eau, certains points d'eau/robinets non opérationnels, la mauvaise qualité de l'eau et l'insuffisance des bidons.

A Kirumbu, l'eau est insuffisante pour couvrir les besoins des populations hôtes et déplacées. Une quantité d'au moins 120 524 litres est disponible (selon les débits prélevés) pour une population estimée à 16 911 personnes soit une moyenne de 7 litres par personne par jour contre le seuil standard de 20 litres. L'adduction construite en 2015 qui alimente un réservoir de 61 mètres cubes est en panne. 3 captages sur les 6 sont endommagés et n'alimentent plus le réservoir. Un débit de 5 litres en 17 secondes dessert le réservoir d'où une moyenne de 58 heures pour son remplissage. Les 6 captages même ont un débit faible et devraient être renforcés. Les 2 bacs collecteurs des eaux de captages n'ont plus de couvercles appropriés et présentent ainsi un risque de contamination d'eau. La conduite de tuyau PVC long d'environ 5 Km qui approvisionne le village depuis le captage aurait de fuites souterraines d'eau. Sur les 12 sources, seulement 2 sources sont à bon état contre 10 sources endommagées et non-aménagées.

A Kalengera, 33 073 litres d'eau sont disponibles pour une population estimée à 11 434 personnes soit une moyenne de 3 litres par personne par jour. 2 sur les 4 captages qui approvisionnaient un réservoir sont endommagés. Le réservoir ne servant plus de stockage d'eau, 1 seul robinet sur les 5 robinets est opérationnel et à faible débit. Sur les 6 sources, une seule source est en bon état et 5 autres endommagées ou non aménagées.

A Mpati, 65 770 litres d'eau disponible pour une population estimée à 16 674 personnes soit une moyenne de 4 litres par personne par jour. Deux adductions sont en panne. 5 captages qui alimentent un réservoir de 30 mètres cubes sont endommagés entraînant un faible débit. Les vannes sont aussi en panne. Un autre réservoir n'est plus opérationnel suite à un tuyau cassé à partir du captage. Sur 10 sources, seulement 1 source est en bon état contre 9 sources endommagées et non-aménagées.

La majorité de ménages déplacés et des communautés hôtes n'ont pas de dispositifs de lavage de mains et une minorité de déplacés ont du savon faute d'argent pour s'en acheter au marché.

Dans les 3 villages évalués, la majorité des ménages résidents ont des latrines non-améliorées. La situation est inquiétante dans le site de déplacés de Mpati avec plus de 100 personnes par latrine suite. Aucune douche n'est fonctionnelle dans ce regroupement des nouveaux et anciens déplacés.

L'insuffisance et l'utilisation des eaux des sources endommagées ou non aménagées dans les 3 villages mais aussi l'insuffisance des installations sanitaires dans les sites de déplacés de Mpati et Kalengera exposent grandement les populations à des maladies hydriques. 205 cas de diarrhée et 13 cas de fièvre typhoïde ont été enregistrés au centre de santé de Mpati au mois d'août 2024.

Une intervention EHA est recommandée dans la zone par la réhabilitation et renforcement de 4 adductions d'eau ; l'aménagement des sources endommagées et celles non aménagées ; et la construction des latrines et douches dans les sites de déplacés de Mpati et Kalengera.

V. REDEVABILITE

La majorité des ménages des localités évaluées préféreraient les foires et l'assistance en nature comme modalités de distribution. Les populations ont comme besoin en information : quand l'assistance sera livrée ; où recevoir l'assistance.

Les mécanismes de gestion de plaintes et de rétroaction préférés par les communautés sont les boîtes à plaintes, les appels téléphoniques et le face-à-face avec un travailleur humanitaire. Elles sont disposées à remonter des plaintes sensibles à travers le numéro vert.

VI. ACCESSIBILITE

i. Accessibilité physique

Les villages évalués sont accessibles physiquement par véhicule à partir des axes Kitshanga-Kibarizo-Kirumbu et Mweso-Busumba-Kirumbu. Ces tronçons routiers sont accessibles par camion durant la saison sèche avec des embourbements à prévoir durant la saison de pluie.

ii. Accessibilité sécuritaire

La situation sécuritaire est relativement calme. La zone est sous contrôle d'un groupe armé non-étatique avec la présence d'autres groupes armés non-étatiques hostiles au premier. Les incursions et menaces d'attaques sont récurrentes dans le village de Mpati. Des échanges de tirs entre belligérants sont aussi régulièrement enregistrés sur le tronçon Kalengera-Mpati long de 7 Km.

VII.ACTIVITES TRANSVERSESES

La suspension des cours durant deux années scolaires consécutives a entraîné des conséquences graves sur la protection de l'enfant. Au moins 70 enfants garçons ont été enrôlés dans les groupes armés non étatiques durant les 12 derniers mois. Au moins 38 filles de moins de 18 ans ont été mariées précocement ou enceintes. La majorité des écoles ont été aussi occupées par des groupes armés d'où la nécessité d'un renforcement de monitoring de protection de la zone et le plaidoyer contre les violations graves de droit de l'enfant.

Les cas de viol dans les localités voisines sont en hausse dans la zone : au cours des 3 derniers mois, au moins 75 cas de viols sont à signaler (14 en juin, 33 en juillet et 28 en août). La prise en charge médicale des survivantes a été assurée par les formations sanitaires locales. Des cas d'agressions physiques ont été aussi signalées par les femmes.

On note des cas d'incursion régulières des hommes armés dans le village de Mpati pour se livrer aux pillages et mener des embuscades contre les éléments d'un groupe armé non-étatique qui contrôle ce village. Les dernières incursions datent de la nuit du 27 au 28 août 2024 où une dizaine de ménages ont été pillés et celle du 29/08/2024 vers 17h00 occasionnant un échange des tirs entre belligérants.